



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 26.7.2001
SEC(2001) 1307

DOCUMENT DE TRAVAIL DES SERVICES DE LA COMMISSION

**Consultation sur l'impact du modèle d'utilité communautaire en vue
d'une mise à jour du Livre vert sur la protection par le modèle d'utilité
dans le marché intérieur (COM(95)370 final)**

DOCUMENT DE TRAVAIL DES SERVICES DE LA COMMISSION

Consultation sur l'impact du modèle d'utilité communautaire en vue d'une mise à jour du Livre vert sur la protection par le modèle d'utilité dans le marché intérieur (COM(95)370 final)

INTRODUCTION

La Commission européenne a engagé en juillet 1995 un exercice de consultation des milieux intéressés afin d'évaluer, sur la base de plusieurs options possibles, la nécessité d'une action de la Communauté dans le domaine des modèles d'utilité¹. Parmi les options proposées pour une éventuelle initiative de la Communauté dans le domaine des modèles d'utilité figurait le rapprochement des régimes de protection nationaux et la création d'un système de protection communautaire.

La première option a recueilli le soutien de la majorité des milieux consultés tandis que la seconde n'a reçu qu'un soutien limité. En conséquence, la Commission a présenté une proposition de directive relative au rapprochement des régimes juridiques de protection des inventions par le modèle d'utilité (COM(97)691). Le Comité économique et social a rendu son avis sur cette proposition le 27 mai 1998. Le Parlement européen a adopté une résolution législative sur la proposition de directive le 12 mars 1999. La Commission a présenté une proposition modifiée de directive le 28 juin 1999 (COM(1999)309).

Les travaux sur cette proposition modifiée de directive sont suspendus depuis mars 2000, la majorité des Etats membres ayant estimé que la priorité devait être donnée au brevet communautaire.

Dans ses conclusions, le Conseil européen de Stockholm, les 23 et 24 mars 2001, s'est déclaré préoccupé par l'absence de progrès en ce qui concerne le brevet communautaire et le modèle d'utilité, et a invité le Conseil et la Commission à accélérer leurs travaux conformément aux conclusions de Lisbonne et de Feira et en respectant pleinement le cadre législatif existant.

En ce qui concerne la proposition modifiée de directive, la situation reste inchangée par rapport à mars 2000 et la suspension des travaux a récemment été confirmée.

Afin de donner une suite appropriée aux conclusions du Conseil européen, la Commission a suggéré d'actualiser auprès des milieux intéressés ses informations sur la création éventuelle d'un modèle d'utilité communautaire. Le Conseil « Marché intérieur » s'est félicité, le 31 mai 2001, de l'intention manifestée par la Commission d'organiser rapidement des consultations afin d'élaborer un document de base permettant d'examiner plus avant l'incidence éventuelle d'un modèle d'utilité communautaire sur les plans juridique, pratique et économique.

Tel est le but du présent document consultatif.

¹ Livre vert sur la protection par le modèle d'utilité dans le marché intérieur, COM(95)370 final.

1. GENERALITES

1.1. La notion de modèle d'utilité

Le modèle d'utilité est un droit enregistré qui confère à son titulaire une protection exclusive pour son invention. Comme pour le brevet, l'invention susceptible d'être protégée par modèle d'utilité doit être nouvelle, impliquer une activité inventive et être susceptible d'application industrielle. Cependant, le degré d'inventivité requis est généralement inférieur à celui qui est exigé en matière de brevet. De plus, le modèle d'utilité est délivré sans examen préalable des conditions de fond de la protection relatives à la nouveauté et au degré d'inventivité. Il s'agit donc d'un titre de protection pouvant être obtenu plus rapidement que le brevet et à moindre frais, mais qui offre, en contrepartie, une moindre sécurité juridique.

1.2. Le modèle d'utilité en Europe et dans le monde

Actuellement, la protection juridique des inventions par le modèle d'utilité n'existe qu'au niveau national. La plupart des Etats membres de l'UE possèdent, sous des appellations diverses, une protection par le modèle d'utilité, à l'exception de trois Etats membres : le Royaume-Uni, la Suède et le Luxembourg. Cependant, les régimes juridiques des Etats membres présentent des disparités importantes. Dans les Etats membres qui possèdent une protection par modèle d'utilité les dénominations suivantes sont utilisées :

Allemagne	:	Gebrauchsmuster
Autriche	:	Gebrauchsmuster
Belgique	:	Brevet de courte durée/Octrooi van korte duur
Danemark	:	Brugsmodel
Espagne	:	Modelo de utilidad
Finlande	:	Hyödyllisyysmalli/Nyttighetsmodell
France	:	Certificat d'utilité
Grèce	:	Πιστοποιητικό υπ'δειγματ?ζ χρησιμοτηταζ
Irlande	:	Short-term patent
Italie	:	Brevetto per modelli di utilità
Pays-Bas	:	Zesjarig octrooi
Portugal	:	Modelo de utilidade

Cette forme de protection est également très répandue en dehors de l'Union européenne (Argentine, Australie, Brésil, Corée, Chili, Chine, Hongrie, Japon, Pologne, etc.). Les Etats-Unis, en revanche, ne connaissent pas de système de protection de ce type.

2. AVANTAGES ET INCONVENIENTS

2.1. Avantages

Les avantages généralement reconnus au modèle d'utilité sont les suivants :

2.1.1. Enregistrement rapide et simple

La délivrance d'un modèle d'utilité demande en moyenne 6 mois, contre 2 à 4 ans pour le brevet, parce qu'il n'y a pas, en règle générale, d'examen préalable de la nouveauté ni du degré d'inventivité. Cela permet tout d'abord au déposant d'être rapidement protégé contre les copies et les imitations, cette protection servant à conforter la position concurrentielle des entreprises, y compris des PME, et à améliorer l'offre de leurs produits, en particulier les biens d'investissement et de consommation, sur le marché. L'enregistrement rapide permet également une exploitation économique rapide de l'invention, en particulier par la concession de licences.

2.1.2. Conditions souples d'obtention de la protection

Alors que pour l'obtention du brevet une activité inventive et une nouveauté absolue sont requises, la plupart des régimes de protection par le modèle d'utilité exige un degré d'inventivité inférieur à celui exigé pour le brevet et prévoient des limitations de la nouveauté (p.ex. en Espagne où seul est pris en compte l'état national de la technique), de sorte que les conditions d'obtention du modèle d'utilité sont plus souples et faciles à remplir. Le fait que le degré d'inventivité exigé soit inférieur par rapport à celui du brevet constitue un motif important pour demander une protection par le modèle d'utilité car cela permet de couvrir les inventions représentant de petites avancées technologiques, qui sont importantes non seulement pour les PME mais aussi pour les grandes entreprises.

2.1.3. Coût limité

Contrairement au brevet, le modèle d'utilité ne prévoit pas d'examen de la nouveauté ni du degré d'inventivité, ce qui le rend moins coûteux. Cet avantage est notamment important pour les entreprises qui ont besoin d'une protection aussi complète que possible contre les copies et les imitations et qui doivent demander un grand nombre de modèles d'utilité. La question du coût est également un élément déterminant dans les cas d'inventions dont le succès commercial est incertain. Ceci est particulièrement vrai pour les PME qui ne disposent pas, pour la plupart d'entre elles, d'informations suffisantes sur les marchés pour prévoir les chances de succès de nouveaux produits, alors que les grandes entreprises disposent d'instruments de planification et de prévision leur permettant de réduire le risque d'échec.

2.1.4. Protection provisoire jusqu'à la délivrance du brevet

L'enregistrement rapide des modèles d'utilité permet de couvrir la période relativement longue qu'exige la délivrance d'un brevet soumis à examen préalable, lorsque l'invention est susceptible d'être protégée par les deux systèmes. Cette protection provisoire est surtout utile dans les Etats membres où le brevet est soumis à un examen complet de la nouveauté et de l'activité inventive, et qui s'accompagne donc d'une procédure de délivrance assez longue.

L'importance économique de la protection par le modèle d'utilité n'est pas la même pour toutes les entreprises, mais dépend de l'intérêt de chaque entreprise. L'intérêt des PME s'explique principalement par les économies réalisées en termes de coût, de temps et de charge administrative. En outre, en raison de leurs ressources financières et humaines limitées, les activités de recherche et développement de ces entreprises conduisent fréquemment à des inventions techniques ayant un degré d'inventivité peu élevé, qui ne remplissent pas nécessairement les conditions de la protection par le brevet. Il s'agit le plus souvent de perfectionnements techniques qui, par leur accumulation et leur interaction, ont un effet tout aussi important que les inventions prises au sens strict sur la technologie employée dans le secteur considéré.

Par ailleurs, le modèle d'utilité serait utilisé dans certains secteurs industriels dans lesquels il existe un besoin d'innovation permanent, en particulier sous la forme de petites inventions techniques. Les principaux secteurs concernés sont la construction de machines, l'industrie électrique, la mécanique de précision et l'optique, l'industrie du jouet ainsi que la construction automobile.

2.2. Inconvénients

Certains milieux intéressés expriment des doutes quant à l'intérêt économique, notamment pour les PME, de la protection par modèle d'utilité. Les principaux inconvénients supposés de la protection par modèle d'utilité peuvent être résumés de la façon suivante :

2.2.1. Insécurité juridique trop grande et coûts induits importants

L'insécurité juridique, qui découle de l'absence d'examen préalable des conditions de fond, pourrait être dommageable pour les PME. Au moment d'apporter des améliorations à un produit ou procédé, les PME pourraient être confrontées à un modèle d'utilité délivré sans examen à un tiers, avec pour conséquence un litige coûteux, voire la perte de leurs investissements dans les améliorations en cause. En conséquence, des coûts supplémentaires seraient à prévoir pour surveiller les modèles d'utilité, en plus de devoir procéder à leur évaluation pour ce qui concerne la validité et la contrefaçon.

2.2.2. Risque d'une prolifération de titres non examinés

L'Europe ouvrirait son marché à ses principaux concurrents sans réciprocité et risquerait d'être inondée de demandes étrangères de bénéficier d'un droit qui n'est pas examiné, dont la validité ne peut être testée qu'à travers les litiges et qui peut être accordé à virtuellement tous les nouveaux produits compte tenu du niveau très bas d'inventivité requis pour obtenir la protection.

2.2.3. Impact négatif sur l'ensemble du système des brevets en Europe

Le modèle d'utilité pourrait même avoir un impact négatif sur le système des brevets en Europe parce que cela abaisserait le seuil de protection des inventions et instaurerait un système parallèle meilleur marché mais pauvre. En plus, cela pourrait à long terme abaisser les normes européennes de protection,

et par là même dévaluer des années d'efforts pour munir l'Europe de normes appropriées de protection de la propriété intellectuelle. Enfin, la position des entreprises européennes vis-à-vis de leurs concurrents, principalement les Etats-Unis et le Japon, pourrait être sévèrement affectée. Les entreprises non européennes pourraient, en effet, être intéressées par cette forme de protection pour occuper le terrain dans l'UE face à leurs concurrents locaux. A ce propos, il convient de préciser qu'environ 300.000 demandes de brevet sont déposées en moyenne par an aux Etats-Unis et environ 450.000 au Japon.

2.2.4. Effets dommageables pour les PME

Les avantages du modèle d'utilité bénéficieraient, en principe, à toutes les entreprises, et pas seulement les PME. En pratique, il risque d'être utilisé par celles qui travaillent déjà au niveau du marché unique et qui sont au fait du système de propriété industrielle, au détriment des PME, avec pour conséquence que les grandes entreprises (européennes, japonaises ou américaines) protégeraient plus facilement leurs produits par des modèles d'utilité, barrant ainsi l'accès des marchés aux PME européennes.

Il convient de préciser que dans les Etats membres où la protection par modèle d'utilité existe aucun des inconvénients qui sont décrits ci-dessus n'a été signalé. En outre, la grande majorité des utilisateurs de modèles d'utilité sont des utilisateurs locaux qui ont généralement un intérêt limité pour une protection à l'échelle de l'Union européenne.

3. POSITION DES MILIEUX INTERESSES CONCERNANT LE MODELE D'UTILITE COMMUNAUTAIRE EN 1995

Lors de la consultation de 1995, un tiers environ des réponses au Livre vert s'est prononcé en faveur d'un règlement créant un modèle d'utilité communautaire. Cette possibilité a été rejetée par une majorité de réponses pour les raisons suivantes :

- un titre unitaire serait trop coûteux ; un règlement créant un modèle d'utilité communautaire devrait être fondé sur l'article 308 du traité CE, ce qui implique l'unanimité au Conseil ; dans ce contexte, il serait difficile d'envisager une issue possible sur la question des traductions ; si le modèle d'utilité devait, par exemple, être traduit dans les 11 langues officielles, cela impliquerait un coût totalement démesuré par rapport aux besoins de l'industrie d'avoir une protection rapide, flexible et bon marché ;
- un titre unitaire ne correspond pas aux besoins réels de l'industrie, surtout dans le domaine des petites inventions ; la protection par modèle d'utilité est rarement recherchée dans plus de 3 à 5 Etats membres, jamais dans l'ensemble de l'UE.

4. POSITION DES SERVICES DE LA COMMISSION SUR UN EVENTUEL MODELE D'UTILITE COMMUNAUTAIRE

Selon les services de la Commission, si le modèle d'utilité communautaire devait voir le jour, celui-ci devrait avoir les principales caractéristiques suivantes :

- Seraient susceptibles d'être protégées par le modèle d'utilité communautaire les inventions de produits comme de procédés (pas d'exigence d'une forme définie ou tridimensionnelle) ;
- Les inventions protégeables par le modèle d'utilité communautaire seraient nouvelles, impliqueraient un certain degré d'inventivité et seraient susceptibles d'application industrielle ;
- Le niveau d'inventivité serait inférieur à celui exigé en matière de brevet ;
- La nouveauté serait absolue (définie par rapport à l'état de la technique établi au niveau international) ;
- La demande de modèle d'utilité communautaire ne donnerait lieu qu'à une vérification formelle et le modèle d'utilité communautaire serait octroyé sans examen préalable des conditions d'obtention de la protection relatives à la nouveauté et au degré d'inventivité ;
- Le nombre de revendications ne serait pas limité ;
- L'établissement d'un rapport de recherche sur l'état de la technique pourrait être demandé par le déposant ou par les tiers. Le rapport de recherche serait versé au dossier et serait rendu obligatoire en cas d'action en justice ;
- Les droits conférés par le modèle d'utilité communautaire seraient identiques à ceux conférés par le brevet ;
- La durée de la protection serait limitée à un maximum de 10 ans non renouvelables, à compter de la date de dépôt de la demande ;
- Le cumul de protection, permettant à une même invention de faire l'objet d'une demande de brevet et d'une demande de modèle d'utilité, serait autorisé, mais en cas de contestation, il ne pourrait y avoir de recours successifs au titre des deux régimes de protection.

Enfin, il convient de préciser que le modèle d'utilité communautaire ne remplacerait pas les régimes nationaux de protection par modèle d'utilité, mais viendrait les compléter.

5. QUESTIONNAIRE

A la lumière des considérations qui précèdent la Commission souhaiterait connaître l'avis et les commentaires des milieux intéressés sur les questions suivantes :

1. *Quel serait, selon vous, l'impact de l'introduction du modèle d'utilité communautaire, tel que décrit sous le point 4, dans votre secteur d'activité ou de manière générale, sur :*
 - les activités de recherche et développement, et l'innovation ;
 - la concurrence à l'intérieur de l'Union européenne ;
 - la compétitivité de l'Union européenne à l'échelle globale ?

Faites, le cas échéant, une distinction selon la taille des entreprises (grandes entreprises ou PME) et les secteurs concernés.
2. *Quel serait, à votre avis, l'effet d'un modèle d'utilité communautaire sur la sécurité juridique pour votre entreprise et pour l'Union européenne en général ?*

3. *Si le système décrit sous le point 4 était mis en place, combien de demandes de modèles d'utilité penseriez-vous déposer par an ?*
- A votre avis, quel serait le nombre total de dépôts par an dans l'Union européenne ?*
4. *La réponse à la question 3 serait-elle différente selon que l'enregistrement du modèle d'utilité communautaire serait effectué auprès d'un office centralisé ou auprès des offices nationaux de brevets ? Si oui, précisez.*
- De même, la réponse à la question 3 varierait-elle en fonction des procédures, y compris le régime linguistique, applicables :*
- au dépôt et au traitement de la demande de modèle d'utilité ;*
 - à l'opposabilité aux tiers du modèle d'utilité délivré.*
- Si oui, précisez.*
5. *Sur la base de vos réponses aux questions précédentes, seriez-vous favorables à l'introduction d'un modèle d'utilité communautaire, tel que décrit sous le point 4, dans l'Union européenne ?*
6. *Au cas où vous auriez répondu négativement à la question précédente en raison des caractéristiques décrites sous le point 4, quels changements suggèreriez-vous pour que le système soit acceptable pour vous ?*
7. *De nouveaux développements sont-ils intervenus depuis le Livre vert de 1995 qui vous ont conduit à modifier votre opinion sur le modèle d'utilité communautaire ?*
- Précisez, le cas échéant.*
8. *Avez-vous d'autres commentaires à formuler au sujet du modèle d'utilité communautaire ? Si oui, lesquels.*

6. CALENDRIER

Le présent document consultatif est communiqué aux principaux milieux intéressés. Il sera également disponible sur le site Web de la DG Marché intérieur de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://europa.eu.int/comm/internal_market/en/intprop/indprop/index.htm.

Les réponses aux questions posées doivent parvenir à la Commission européenne à la direction générale du marché intérieur soit par courrier en écrivant à l'adresse suivante: **Commission européenne, DG Marché intérieur (MARKT/E/2), Rue de la Loi, 200 (C100 5/109), B-1049 Bruxelles**, soit par courrier électronique adressé à MARKT E2@cec.eu.int.

Tous les commentaires devront parvenir à la Commission au plus tard le **30 novembre 2001**.

Pour toute précision complémentaire concernant cette consultation, vous pouvez prendre directement contact avec M. P. Ravillard (tel : +32-2/295.27.69 ; fax : +32-2/299.31.04 ; e-mail: patrick.ravillard@cec.eu.int).